

AFFAIRE N° 16 - Construction de 20 classes primaires + 8 maternelles + annexes à Saint-Denis lieu dit "CHAUDRON SIDR IV" - Autorisation de solliciter de la C E P R un emprunt de 2 172 800 F.

LE SECRETAIRE donne lecture du rapport.

Mesdames, Messieurs et Chers Collègues,

Le 26 février 1976, avait lieu à la Mairie de Saint-Denis, l'appel d'offres relatif à la réalisation de 20 classes primaires + 8 maternelles + annexes au Chaudron SIDR IV.

Cet appel d'offres s'est révélé infructueux. Après consultation d'entreprises, l'entreprise APAVOU a proposé de réaliser les travaux pour un montant de :

- les révisions de prix s'élèvent à	317 171,55
- les honoraires d'architecte à	224 000
- divers et imprévus à	<u>52 635,91</u>
	5 880 000,00 F

Le financement pourrait s'établir de la façon suivante :

- subvention Education Nationale	1 853 600 F
- emprunt C C C E	1 853 600
- emprunt C E P R	<u>2 172 800</u>
	5 880 000 F

Je vous demande en conséquence, Mesdames et Messieurs de m'autoriser à solliciter de la C E P R un emprunt de 2 172 00 F pour permettre la réalisation de cette opération.

LE MAIRE - Mesdames & Messieurs. je mets la question aux voix.
Le Conseil Municipal,
Sur le rapport du Maire,
Après en avoir délibéré,
Prend la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE 1 - Le Maire est invité à réaliser auprès de la Caisse des Dépôts ou de l'une des Caisses dont elle a la gestion, aux conditions de ces établissements, l'emprunt de la somme de F 2 172 800 destiné à financer la construction de 20 classes primaires + 8 maternelles + annexes à Saint-Denis lieu dit Chaudron IDR IV et dont le remboursement s'effectuera en 15 années à partir de 1977.

Ce prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite des taux maxima fixés pour l'ensemble des emprunts contractés par les Collectivités Locales par le Ministre de l'Intérieur en accord avec le Ministre de l'Economie et des Finances.

ARTICLE 2 - La Commune disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de 6 mois à partir de la date de la signature du contrat par le Directeur Général de la Caisse des Dépôts.

si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la Caisse des Dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

ARTICLE 3 - Pour se libérer de la somme empruntée, la Commune paiera quinze annuités constantes comprenant le capital et les intérêts, calculés au taux indiqué ci-dessus.

Elle s'engage, pendant toute la durée du prêt, à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement des annuités.

ARTICLE 4 - Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera de plein droit à partir de cette date au taux du prêt majoré de trois unités.

ARTICLE 5 - La Commune aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

ARTICLE 6 - La Commune s'engage :

- 1° - à effectuer, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés, pour lesquels il ne sera exigé ni préavis, ni indemnité, les subventions qui viendraient être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt,
- 2° - à reverser sans délai les sommes non employées, dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

ARTICLE 7 - La Commune prendra à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

ARTICLE 8 - Monsieur le Maire est autorisé, et en son absence, le Premier Adjoint, à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

Vu

sur le Préfet et par délégation
Directeur des Finances et des Collectivités Locales
M. Paul PASTOR

Pour copie conforme

Saint-Denis, le 16 juillet 1976
Le chef de Bureau délégué
J. LACOSTE